

CONSEIL SUPÉRIEUR
18 décembre 2007

1. Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales

- **Projet de décret portant modification du décret 2002-146 du 7 février 2002 portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables à certains agents en fonction dans les services relevant de la direction de la défense et de la sécurité civile ou relevant de la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.**

Ce projet est une modification-dérogation pour les techniciens de maintenance du groupement d'hélicoptères de la sécurité civile. Les nouveaux appareils reçus à Nîmes entraînent visiblement une surcharge de maintenance due à des dysfonctionnements techniques. Les équipes de maintenance ne sont pas sur place. Ceci crée des déplacements longs pour des interventions à répétition. La CGT a refusé de s'inscrire dans ce schéma. Nous avons rappelé notre attachement à la revendication des 35 heures, et que s'il fallait parfois des dérogations la généralisation des dérogations devenait de la déréglementation. Nous sommes dans le cas de figure où la dérogation proposée pallie la défektivité des appareils livrés et le déficit de techniciens de maintenance logés à proximité. Par ailleurs le texte ne prévoit rien pour la 2ème semaine et le repos quotidien récupérateur si les dépassements horaires se cumulent sur plusieurs semaines. En l'état du texte nous en avons proposé le retrait.

Vote sur l'amendement CGT de retrait de l'ordre du jour :

Pour : CGT (4), Solidaires (1)
Contre : Administration (20)
Abstention : CFDT (3)
NPPV : CGC (1), FO (3), UNSA (3), FSU (3), CFTC (1)

2. Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales

- **Projet de décret complétant le décret 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'Etat à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984**

Ce texte concernait une dérogation pour recruter des non titulaires à l'Ecole nationale supérieure de sapeurs-pompiers (ENSOP). Ce texte a finalement été retiré de l'ordre du jour par l'administration.

3. Ministère du Budget, des comptes publics et de la fonction publique

- **Projet de décret portant modification du décret 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique :**

Ce projet de décret entendait mettre en conformité le décret 86-83 en ce qui concerne la réserve sanitaire (voir loi 2007-294 du 5 mars 2007 et décret 2007-1273 du 27 août 2007). L'administration utilisait la réouverture des modifications du décret pour proposer à l'article 47 du décret 86-83 une nouvelle écriture plaçant l'entretien préalable de licenciement « après la réunion de la commission consultative paritaire réunie en formation disciplinaire ». La CGT rédigeait un amendement en section syndicale proposant l'entretien « avant » la C.C.P. réunie en formation disciplinaire.

Vote en section syndicale :
Pour : CGC (1), CGT (5), UNSA (4), FSU (3)
Abstention : FO (3)

NPPV : CFDT (3), CFTC (1), Solidaires (1)

En séance plénière l'administration propose en première phrase de l'article 47 du décret 86-83 l'écriture suivante : « Le licenciement ne peut intervenir sans l'intervention d'un entretien préalable. » Selon l'administration il sera prévu par la suite une explication par circulaire. A nous de faire respecter l'existence de l'entretien avant la C.C.P. siégeant en formation disciplinaire.

Vote sur le texte:
Pour : Administration (20), CGC (1), CFTC (1)
Abstention : CGT (4), FO (2), UNSA (3), CFDT (3), FSU (3), Solidaires (1)

4. Institut national de la propriété industrielle

- **Demande d'avis sur une dissolution du CTP pour permettre de nouvelles élections.**

Suite à la dissolution d'un syndicat local majoritaire le CTP ne pouvait plus siéger.

Vote sur le texte définitif :
Pour : Administration (20), CGT (4), FO (2), CFDT (3), UNSA (4), CFTC (1), CGC (1), Solidaires (1), FSU (3)

5. Ministère de la culture et de la communication

- **Projet de décret complétant le décret 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'Etat à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984.**

L'administration entend déroger à la règle générale d'emplois de fonctionnaires pour l'Etablissement public de la porte dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration (C.N.H.I.) - créé par le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006. Encore une fois nous pouvons déplorer la forme (absence de

concertation préalable) et le fond (volonté de déréglementer) pour permettre l'embauche de non titulaires.

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20)
Contre : CGT (4), FO (2), FSU (2), UNSA (3), Solidaires (1), CFTC (1), CFDT (3), CGC (1)

Dispositions de nature indiciaire

6. Ministère de la défense

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi de directeur des services administratifs du ministère de la défense**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3)
Contre : CGT (4)
Abstention : FO (2), CFDT (3), CFTC (1)
NPPV : Solidaires (1), FSU (2)

7. Ministère de la justice

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi de directeur des services administratifs du Conseil d'Etat**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFDT (3), CFTC (1)
Contre : CGT (4), FO (2)
NPPV : Solidaires (1), FSU (3)

8. Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité

Ministère de la santé, de la jeunesse et des sports

- Projet de décret modifiant le

décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi de conseiller d'administration des affaires sociales**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFDT (3), CFTC (1)
Contre : CGT (4), FO (2)
NPPV : Solidaires (1), FSU (3)

9. Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Attaché d'administration de l'aviation civile**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFDT (3), CFTC (1)
Contre : CGT (4), FO (2)
NPPV : FSU (3), Solidaires (1)

10. Ministère de l'éducation nationale

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFTC (1), CFDT (3)
Contre : FO (2), CGT (4), FSU (3), Solidaires (1)

11. Ministère des affaires étrangères et européennes

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi de chef du protocole, introducteur des ambassadeurs**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFTC (1), CFDT (3)
Abstention : FO (2), CGT (4)
NPPV : FSU (3), Solidaires (1)

12. Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi de contrôleur général de la Caisse des dépôts et consignations**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFTC (1)
Contre : FO (2), CGT (4)
Abstention : CFDT (3)
NPPV : FSU (3), Solidaires (1)

13. Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique

- Projet de décret modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites : **Emploi d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations et des établissements publics de l'Etat**

Vote sur le texte :

Pour : Administration (20), CGC (1), UNSA (3), CFTC (1), CFDT (3)
Abstention : FO (2), CGT (4), FSU (3), Solidaires (1)